Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 10 AVRIL 1979 - N° 892 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

Des permanents du PCF agressent un oppositionnel

Arcueil, dimanche midi. La conférence de section se termine. A l'heure de prendre un pot, un militant oppositionnel, Yves Roucaute, est violemment jeté dehors par 4 permanents du PCF. A deux reprises, sans explication. Dans la salle était pourtant présent le maire d'Arcueil, Marcel Trigon, par ailleurs suppléant de Georges Marchais. Il n'a pas bougé. Toute la matinée, il avait été question de la *«nécessaire cohésion du PCF»*...

Lire en page 8

Le tueur de l'Oise était un gendarme

Il y avait, entre autres, les flics et les CRS trafiquants de voitures à Strasbourg et Epinay-sur-Seine, le CRS assassin d'un employé des postes à Marseille. On sait aujourd'hui que le gendarme zélé Alain Lamare, du peloton d'intervention de Chantilly, était le «tueur de l'Oise». Il était l'auteur de nombreux crimes, exploités par les campagnes sur la «sécurité» et pour... le renforcement de la police.

Lire en page 8

Espagne : un gouvernement contredit par les municipales

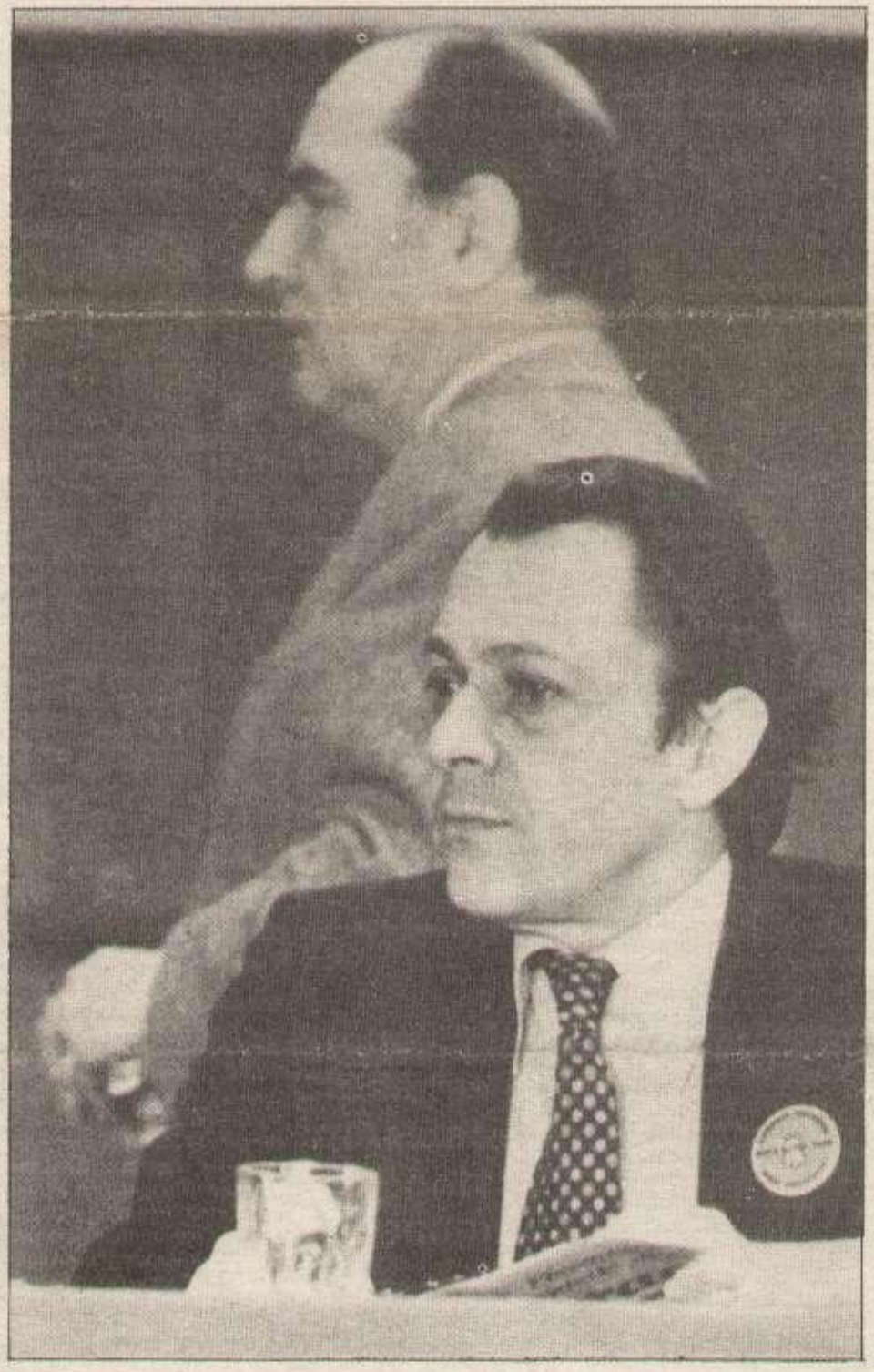
Les tractations qui vont se dérouler dans les prochains jours en Espagne, influeront de manière importante sur l'élection des maires, le 19 avril. Cette élection reflètera-t-elle fidèlement le résultat des municipales qui viennent de se dérouler ? C'est une des questions posées. En tout cas, le nouveau gouvernement de Suarez apparaît en net décalage avec un résultat marqué par la victoire des partis bourgeois de gauche et également une victoire importante des marxistes-léninistes : ceux-ci obtiennent plus de 700 sièges de conseillers municipaux.

Lire en page 7

PS: DIVISIONS CONSOLIDEES

• Mitterrand gouverne sans majorité

• Rocard se met en réserve pour les présidentielles



Force déterminante de la vie politique de la bourgeoisie française, le parti socialiste vient, à l'issue de son congrès de Metz, d'amorcer un nouveau tournant. Les cartes ont changé de main, et leur redistribution risque de peser lourd dans les mois et années à venir.

Mitterrand garde certes le pouvoir sur son parti, mais il le fait dans des conditions radicalement nouvelles : au large consensus qu'il était parvenu à mettre en place depuis 1971, se substitue une direction étriquée, et pas même majoritaire. S'il veut asseoir sa domination, Mitterrand devra passer par une alliance avec le CERES, aux positions politiques divergentes sur des questions aussi importantes que l'union de la gauche, l'Europe ou le fonctionnement même du PS. Une telle majorité ne peut qu'être fragile et menacée d'éclatement au moindre aléa de la conjoncture politique. Venu au congrès de Metz avec l'assurance due à ses victoires aux cantonales et dans les congrès fédéraux, Mitterrand en ressort avec une victoire à la Pyrrhus.

Minoritaire, contraint de quitter la direction effective du PS, Rocard sort pourtant du congrès avec de nouveaux atouts en main : il a fait la preuve qu'un nombre non-négligeable de militants du PS se reconnaissaient dans ses thèses, il a fait la preuve que son alliance avec Mauroy était plus solide qu'on ne pouvait le croire au premier abord. Désormais, Rocard a les mains libres pour préparer ce qui est sa véritable ambition : la course aux présidentielles de 1981.

Cette élection a d'ailleurs été la toile de fond des travaux de Metz, comme elle tend à le devenir pour l'ensemble de la vie politique de la bourgeoisie française. Tout le temps que son accession au gouvernement a été à l'ordre du jour, le PS a pu donner de lui-même l'image d'un parti relativement homogène. L'échec de mars 1978 a fait éclater cette façade en ravivant les ambitions personnelles. Dès le soir du 19 mars 1978, une longue campagne électorale s'est ouverte au sein du PS, dont le congrès de Metz n'est en fait qu'une étape. Une campagne qui montre bien ce qui fait courir les politiciens de la bourgeoisie.

Lire en page 5

URSS, PRISON DES PEUPLES

Aujourd'hui : les instruments de la colonisation, dans les frontières de l'URSS

Voir la suite de notre dossier en page 6

Dix jours de lutte à Carrefour-Hérouville

LE CHEMIN DE L'UNITE POPULAIRE

Après dix jours de lutte parfois difficile, le conflit de Carrefour Hérouville-Saint-Clair s'est achevé sur un compromis qu'on peut considérer à bon droit comme un succès. Un examen des positions de la Direction de Carrefour permet de s'en apercevoir. Au début du conflit, la direction prononce le licenciement, et laisse entendre qu'elle a déposé une plainte pour vol. A l'issue du conflit, Patrick, le travailleur licencié, sera réintégré sous quinze jours, dans une autre ville, sans période d'essai. Il bénéficiera d'emblée du salaire qu'il avait à Carrefour, plus 2000 francs de frais de déménagement.

Il s'agit là d'un indéniable succès, compte tenu de l'intransigeance actuelle de la bourgeoisie. Bien sûr, tout n'est pas réglé pour autant.

Il faut se tenir prêt à répondre à l'appel des organisations syndicales qui ont déclaré vouloir surveiller avec la plus grande vigilance l'application de l'accord.

La même attention doit être de mise à l'égard de la direction de Carrefour qui va tenter maintenant par tous les moyens d'en finir avec la section CFDT de l'entreprise.

La poursuite de ces dix jours de lutte fait aussi obtenir le départ des videurs de Carrefour. Il ne s'agit pas d'employés comme les autres. C'est une véritable milice privée qui, mardi dernier, a paradé à côté des flics, armée de matraques, et qui par la suite, s'est lancée à la poursuite d'habitants d'Hérouville. Il faut d'ores et déjà exiger du maire qu'il prenne tous les moyens, un arrêté municipal par exemple, interdisant formellement la formation de milices patronales sur le territoire de la commune !

CARREFOUR : UNE ENTREPRISE MODELE POUR LES PATRONS

Carrefour, ce nom est revenu dans beaucoup de discussions ces derniers jours. Peu à peu, nous avons appris que derrière ce nom se cache une des plus dures entreprises de la région.

La direction cherche à se débarrasser par tous les moyens des employés les plus anciens, pour les remplacer par des travailleurs sous contrat à durée limitée, ou à horaires courts, qui lui coûtent moins cher, et qu'elle peut soumettre plus facilement au chantage à l'emploi.

Les travailleurs syndiqués sont soumis à des sanctions et des brimades continuelles. Lors du conflit, une caissière a même été frappée.

La direction s'appuie également sur une section FO, dirigée par les cadres et la maîtrise. Cette section n'hésite pas à réclamer le licenciement des délégués CFDT.

Chantage à l'emploi, répression systématique, utilisation de «syndicat» maison, voilà quelle est la politique de la direction de Carrefour. Voilà ce que la bourgeoisie rêve d'imposer à une masse de plus en plus considérable de travailleurs. Aujourd'hui, Carrefour, ce n'est pas seulement un cas, une exception. Il faut rapprocher ce qui s'y passe, de l'intervention contre les travailleurs de Moulinex Caen en juin dernier. Il faut faire le lien avec les récentes déclarations d'un Giscard demandant aux préfets de ne pas hésiter à interdire les manifestations.

Aujourd'hui, partout en France, la bourgeoisie essaye de franchir un nouveau pas dans l'atteinte aux libertés démocratiques.

Il faut se tenir prêt, de notre côté, à défendre tous les travailleurs qui seront les victimes de ces mesures.

Or, sur ce point, que nous apprend la lutte de Carrefour ?

L'ACQUIS DE CETTE LUTTE : L'UNITE POPULAIRE

Si aujourd'hui, il est possible de parler de succès à Carrefour Hérouville, alors que la direction et FO mettaient en œuvre des moyens puissants de répression et de division, c'est parce que la direction de Carrefour a trouvé en face d'elle un front assez large. Dès le début, des associations du quartier d'Hérouville ont soutenu le travailleur licencié. Par la suite, ce soutien s'est élargi à des travailleurs d'autres entreprises, souvent à l'initiative de leurs sections syndicales CFDT et CGT, notamment à la Saviem et au Centre Hospitalier Régional (CHRU). Voilà ce que nous appelons l'unité populaire. Cette unité s'est construite sur un objectif : la réintégration de Patrick. Cette unité s'est développée à travers des actions efficaces : celles des consommateurs. C'est cela la véritable unité populaire en actes, celle qu'il nous faudra amplifier lors de nos prochaines luttes. Cette unité-là, elle est bien plus efficace et bien plus solide que celle, aujourd'hui mal en point, du PS et du PC par exemple.

L'autre aspect important de cette mobilisation est l'ardente combativité des travailleurs et des jeunes présents mardi dernier face à l'intervention policière et à la milice fasciste de Carrefour. Cette combativité, déjà présente lors de la riposte contre l'intervention du commando patronal à Moulinex en juin, est un élément déterminant pour les luttes à venir.

Correspondant HEROUVILLE

Les dix jours...

Jeudi 22 mars. Au moment d'une pause, au rayon librairie de l'hypermarché Carrefour, Patrick G. trouve un emballage déconditionné de croissants. Il les mange. Dénoncé, il est appelé à la direction qui lui signifie son licenciement immédiat *«pour vol»*.

Vendredi 23. Patrick débute sa grève de la faim dans un local municipal, aux abords immédiats du magasin. En effet, en vertu d'une convention passée entre la municipalité PS-PC d'Hérouville et Carrefour, à l'ouverture du Centre commercial en 1976, la municipalité dispose d'un emplacement qu'elle utilise depuis lors comme pavillon d'accueil.

Samedi 24. Premier tract CFDT. Affiches apposées au local municipal. Rassemblement des militants d'associations d'Hérouville en soutien à Patrick, à 10 heures. Au même moment, débrayage de solidarité d'une partie des travailleurs de Carrefour. La direction prend prétexte d'incidents survenus aux caisses du magasin pour le fermer toute la journée. Et c'est ainsi la recette d'un samedi après-midi qui s'envole pour la multinationale. Les quatre croissants vont commencer à lui coûter cher ! Les travailleurs grévistes de Carrefour sont frappés d'une mise à pied de trois jours.

Lundi 26. Rassemblement syndical d'information aux portes du magasin à 18 heures. Présence nombreuse des associations. Sit-in dans la galerie marchande, aux cris de : *«Réintégration de Patrick !»* La direction de Carrefour a assigné la municipalité au tribunal, en référé, pour *«détournement de l'utilisation du local concédé»*.

Mardi 27. Nouveau meeting. Nouveau sit-in. En soirée, réunion de coordination des associations de quartier d'Hérouville.

Mercredi 28. La municipalité est condamnée par le tribunal à faire évacuer le local où Patrick poursuit sa grève de la faim, sous réserve d'une astreinte de 500 000 F à payer par jour de retard dans l'exécution du référé. Des consommateurs qui font leurs courses à l'intérieur du magasin, arborent des badges : *«réintégration de Patrick»*.

Jeudi 29. Nouveau sit-in. Le mouvement de soutien à Patrick prend de l'ampleur. Les messages de solidarité affluent de diverses sections syndicales et associations.

Vendredi 30. Nouveau sit-in. De son côté, FO s'emploie à rassembler, par divers moyens, une manifestation d'employés du magasin pour aller à la mairie.

Samedi 31. La direction est venue dès le matin chercher de force Patrick au local municipal pour l'emmener dans le bureau de Minard, le directeur. Un petit groupe d'individus liés à FO vocifère des insultes à l'endroit des travailleurs présents : *«Licenciez la CFDT !»* Meeting appelé à 15 heures par les syndicats et les associations. Au moins 1 500 personnes sont là, qui pénètrent dans la galerie marchande dès après le meeting, y observent un nouveau sit-in, face aux caisses du magasin. Le nombre des videurs et autres gorilles recrutés par la direction a gonflé de jour en jour. Ils sont au moins une soixantaine. Les mots d'ordre sont offensifs : *«Non aux milices patronales»*, *«Il est pourri, le Carrefour à Giscard, il nous envoie ses flics et ces clébars !»*.

Un moment de confusion entre certains responsables CFDT du syndicat du commerce et le mouvement des associations. On apprend que Patrick aurait décidé de se retirer du local pour aller, *«plus au calme»*, dans une MJC de quartier. Il apparaît que la municipalité de gauche, se posant en *«arbitre»*, a négocié par dessus la tête des travailleurs et de la CFDT.

Dimanche 1er avril. En soirée, réunion qui décide pour le lendemain la réintégration par Patrick du local où il était antérieurement.

Lundi 2, 13 heures. Près d'une cinquantaine de travailleurs et militants présents. Patrick réapparaît par une entrée de la galerie marchande. Le maire d'Hérouville, alerté, clame son désaccord avec l'initiative.

Les videurs de Carrefour sont venus en nombre... Parmi eux, le chef des caisses de Carrefour, qui est aussi le chef de FO, a troqué le traditionnel complet-veston contre un blouson. Tentative de négociation avec le patron de Carrefour. Sans succès.

Au moment de quitter la galerie marchande, sur le parking de l'hypermarché, les vigiles se déchaînent subitement sur la soixantaine de travailleurs et militants présents qui soutiennent Patrick. Ils frappent sans retenue tous ceux qui sont là, y compris les journalistes, qui réserveront aux garde-chiourmes de Carrefour des entre-filets vengeurs dans leurs éditions du lendemain matin. Dans l'après-midi, décision par l'Intersyndicale de Caen et des associations, d'une manifestation de riposte à Carrefour pour le lendemain.

Mardi 3, 17 h 30. Meeting qui regroupe un millier de travailleurs. On y apprend les termes du compromis qui a été passé entre Patrick et la direction, après des négociations laborieuses jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Aussitôt après le meeting, les vigiles sont énergiquement pris à partie par les travailleurs présents.

Jusqu'à 20 h 30, vigiles et flics, armés de grenades au chlore, repoussent les manifestants hors du parking de Carrefour. Plusieurs vigiles auront payé le juste prix pour leur forfait de la veille.

Jeudi 4. La direction de Carrefour reconnaît dans un communiqué de presse que la lutte de dix jours qui vient de se mener a *«provoqué une baisse certaine de sa clientèle»* et *«a atteint son image de marque»*. On ne le lui fait pas dire !

Néanmoins, le directeur appelle tour à tour les travailleurs dans son bureau, par petits groupes, pour *«les remercier de leur calme et de leur dignité»* (sic). Il profère des menaces à peine voilées contre les responsables CFDT et appelle les employés du magasin à voter FO, pour pouvoir *«enfin se débarrasser des agitateurs de la CFDT»*.

Deux responsables CFDT, au moment de reprendre leur travail, écopent d'une deuxième mise à pied de trois jours, *«pour leur sécurité»*, dit la direction...

RECTIFICATIF

Plusieurs erreurs se sont glissées dans la page consacrée à la Commune de Paris, dans *le Quotidien du Peuple* daté des 7, 8 et 9 avril.

— Dans la première colonne, il fallait lire : on en compte (des organisations ouvrières) une centaine à Paris, dont 60 adhérents à la chambre fédérale, 20 à l'AIT, représentant 20 à 30 000 affiliés.

— Toujours dans la première colonne :

... L'Empire s'acharne à coups de procès (décembre 1867-mars 1868, mai 1868 et juillet 1870).

— A la fin de la troisième colonne, il fallait lire ;

... car ils sont les représentants de l'AIT, qui se reconstitue vigoureusement (la police, délirante, indique le chiffre de 60 000 internationaux). Bornons-nous à signaler que de nouvelles sections de l'AIT (...) se créent de 34 chambres syndicales et 47 associations de productions ouvrières.

— Enfin, à la cinquième colonne, lire :

«Le temps n'est plus éloigné où la proposition du 4 mai à la Commune de Vesinier «réquisition (...) de tous les grands ateliers des monopoleurs» pourrait être suivie.

Rassemblement de Dunkerque

«LES DIRECTIONS SYNDICALES ONT PRIS DE GRAVES RESPONSABILITES»

A la réunion de synthèse de vendredi avec les syndicats, Etchégaray, PDG d'Usinor n'a pas osé venir les mains complètement vides. Il a annoncé le maintien de 1 500 emplois à Denain jusqu'à l'été 1980. Le train à feuillard de l'usine de la Chiers à Longwy échapperait jusqu'à la fin 1980 à la fermeture de l'usine qui reste pour les autres chantiers effective dès cet été. La cokerie d'Usinor Longwy serait, elle aussi, prolongée de quelques mois. A Blagny (Ardennes) 170 personnes ne seront pas licenciées avant l'été 1980. Enfin Usinor négocierait avec la société Cokerill pour intégrer les unités que celle-ci possède dans le Bassin de Longwy plus étroitement à la production locale. Ces «reculs» sont diversement appréciés. La CGT insiste sur leur aspect «trompe l'œil» tandis que Chérèque de la FGM-CFDT se déclare modérément satisfait. Nous publierons dans nos prochaines éditions les réactions «sur le terrain» à ces mesures.

Les sidérurgistes de la base prennent le micro

Un peu après onze heures, quand les bus venus de Longwy et de Denain se garent sur le parking d'Usinor, devant les grands bureaux, leurs passagers ne trouvent pas pour les attendre tout le monde qu'ils auraient cru. On se voit remettre un tract ou deux et un ticket de repas.

Au bout d'une demi-heure tout le monde est encore là à piétiner dans le froid vif. Hormis la sono de la CFDT diffusant des chants révolutionnaires à «pleins tubes», il ne se passe rien. Petit à petit le rassemblement s'effrite par petits groupes ; puis plus massivement, on se rend au «Palais du littoral» à 300 mètres de là, immense salle qui doit à la fois servir de lieu de meeting et de réfectoire. Le repas froid *«offert par la municipalité de Grande-Synthe»* se prend dans la bonne humeur. Déjà il est quatorze heures. Exceptionnellement, le meeting commence à l'heure. Les organisateurs de la journée sont visiblement décidés à expédier le tout le plus brièvement possible. On apprendra et on constatera un peu plus tard qu'il avait été décidé que tout le monde devait être reparti pour 16 heures...

Le premier discours est celui du maire (PS) de Grande Synthe. Il veut, dit-il, *«faire de sa commune une commune d'accueil de luttes»*. Il menace, il tonne contre Usinor qui l'avait par avance rendu responsable de *«tous les crimes et délits»* qui pourraient se produire. M. Carrein aurait dû dire, pour être complet, que peu avant de prendre la parole, il avait tenté d'empêcher *Radio 59* d'émettre de son «Palais» sous prétexte que *«c'est illégal»*.

Lalouette, responsable CGT d'Usinor Dunkerque, lui succède au micro. Que de belles phrases ronflantes !

Mais ces belles phrases *«on les connaît, on bosse dans la sidérurgie !»* lui lance un jeune que son accent cht'i doit bien faire venir de Denain. A partir de là, régulièrement, un groupe de sidérurgistes composé de cédétistes mais aussi de quelques militants de la CGT scanderont des slogans pour faire taire les orateurs : *«La parole aux sections !»*, *«La parole aux travailleurs !»*, bientôt relayé par : *«A Dunkerque, à Dunkerque !»*, ou encore : *«Des actions ! des actions !»*.

Lalouette feint de ne pas entendre. Mais, les mots d'ordre s'amplifiant, il est contraint d'émailler son discours de réponses aux sidérurgistes en colère : *«Quand les camarades du parc à brames sont en grève depuis 8 jours, on ne peut pas dire qu'il n'y a pas d'actions»*, puis plus fort encore : *«Mais laissez-moi parler ! Des actions il y en a par exemple aujourd'hui à Denain, et à Longwy, des meetings sont organisés, des camarades ont apporté des lingotières pour les déposer à Paris»*. Passons sur le discours interminable de Grangier, dauphin de Chérèque, à la tête de la FGM et sur celui de FO et de la CGC...

SE COORDONNER ET BLOQUER LA PRODUCTION

Paul prend la parole pour l'intersyndicale de Longwy. Militant connu de l'UIS-CFDT, il insiste pour qu'une coordination des sections syndicales se mette en place. Mario, de la Chiers, lui succède : *«Il faut bloquer la production. Il faut se mettre d'accord avant de sortir d'ici. On fait toujours appel à la base, eh bien, elle est ici aujourd'hui !»*.

Le micro est alors coupé. Ainsi en ont décidé les organisateurs. Des groupes de discussions se forment un peu partout. Un jeune arrache son autocollant, proclamant que *«Usinor vivra»* et lance *«ça fait 8 ans que l'on discute tactique ; aujourd'hui, les syndicats sont unis, demain ils se tireront dans les pattes»*.

Le groupe de sidérurgistes et de militants, au fond de la salle, recommence à scander : *«Le micro, le micro»*. Plusieurs dans la salle se dirigent vers la tribune pour pouvoir s'exprimer. Un militant, badge CGT sur l'épaule, lance à Lalouette : *«Le 40e congrès et le développement de la démocratie, bravo !»*.

Un courant semble se dessiner en faveur d'une manifestation. La salle commence à être évacuée quand Paul de Longwy reprend le micro : *«On ne peut partir d'ici avant de s'être mis d'accord sur une coordination»*. Tout le monde revient et le débat démarre, il va durer presque une heure et demie.

Un délégué CFDT de Denain prend la parole : *«Nous ne pouvons admettre que Denain fasse la production de Longwy et de Dunkerque. Je propose la grève totale de la sidérurgie française»*. Un militant CFDT de Longwy répond : *«Si à Longwy nous avons tenu jusqu'ici, c'est justement parce que nous n'avons pas fait grève totale. Regardez les camarades allemands, ils ont fait 45 jours et ils n'ont presque rien gagné»*.

LA VOIE DE LA LUTTE

Le débat ne s'arrêtera plus. Faut-il faire grève ? Totalement ? Partiellement ? Est-il encore temps de discuter, ou faut-il manifester ? Manifester, ou faire une action coup de poing ? Occuper un bâtiment public ? Certains suggèrent les grands bureaux d'Usinor ou bloquer l'autoroute

Le débat devient passionné, et parfois peu clair. Ce n'est pas étonnant. N'est-ce pas la première fois que la base est parvenue à s'approprier le micro ? Un fait domine : dans la très grande majorité des interventions, la voie de la lutte s'est exprimée avec vigueur.

Une fois que le mot d'ordre du retour aura été lancé, alors qu'un certain nombre de gars seront déjà remontés dans les cars, plusieurs dizaines de sidérurgistes hésitent : *«On ne peut pas repartir comme ça, sans avoir manifesté, fait quelque chose !»*. Autour du micro d'une voiture sono un nouveau débat s'engage. C'est pourtant trop tard. La mine défaite, les retardataires sautent dans les bus. Seule consolation, ceux de Longwy troubleront la circulation du côté de Lille avant de reprendre l'autoroute en Belgique.

Au cours du rassemblement, un débat très animé autour du micro.

Denain : Comment des responsables cégétistes ont saboté l'initiative du 6 avril...

On le sait, dans le Valenciennois et le Denaisis, c'est finalement l'ensemble des sections syndicales d'Usinor Denain, Trith Saint-Léger et de la Chiers Anzin qui avaient appelé à participer activement à la montée sur Dunkerque. Cet appel, signé peu avant le 6, ne s'était pas imposé sans mal, la direction du puissant syndicat CGT d'Usinor Denain notamment, ayant une conception quelque peu particulière de cette journée. Ainsi le lundi 2 avril, ce syndicat avait distribué un tract expliquant que l'initiative du 6 devait se traduire par l'envoi de simples délégations à Dunkerque, l'essentiel de la journée, notamment donc les débats entre travailleurs, devant se passer... à Denain.

Et c'est bien finalement, malgré l'appel commun, à un véritable sabotage de l'initiative du 6 que s'est livrée la direction du syndicat CGT d'Usinor Denain.

Alors que ses dirigeants n'avaient effectué aucune mobilisation dans les ateliers depuis le début de la semaine, le syndicat CGT a choisi le matin même du 6, pour diffuser dans le quotidien local du PCF *«Liberté»*, un appel indirect à ne pas se rendre à Dunkerque ! *«Il ne faut pas que Etchegaray et le gouvernement prennent leur décision, le 6 avril, sans qu'il y ait riposte»*, disait cet appel. *«Pour cela le syndicat CGT d'Usinor Denain demande à tous les travailleurs et travailleuses, qui ne participent pas au rassemblement de Dunkerque, de venir le 6 avril à 9 h 30, porte Cavrot à Usinor : la CGT fera des propositions d'actions pendant ce rassemblement...* (qui se tenait à l'heure du départ des bus !). Déjà la veille, le jeudi, c'était Elie Salengros, responsable CGT de Trith Saint-Léger, qui au nom des syndicats CGT d'Usinor du Valenciennois, appelait non seulement les sidérurgistes à rester à Denain mais de plus, les détournait du véritable combat pour les entraîner vers un combat douteux ce jour-là : Il les appelait tout simplement à défendre et protéger Usinor Denain contre l'attaque paraît-il probable le 6, de quelques fantômatiques autonomes. *«Les syndicats CGT de Denain et de Trith demandent aux travailleurs de faire leur propre police, d'assurer leur propre service d'ordre en empêchant toute personne étrangère aux usines de Trith et Denain, de pénétrer le 6 avril à l'intérieur de l'usine de Denain...»*

MANOEUVRES EN TOUT GENRE

Tout ce travail démobilisateur n'empêchait pas, vendredi matin, un certain nombre de travailleurs cégétistes de vouloir se rendre tout de même à Dunkerque. Un certain nombre de dirigeants cégétistes n'hésiteront pas alors à multiplier les manœuvres, y compris physiques, pour empêcher les travailleurs de se rendre au rassemblement dunkerquois.

Des manœuvres ont également eu lieu à Usinor Trith Saint-Léger de la part encore une fois de responsables cégétistes.

«Alors qu'il avait appelé à monter à Dunkerque avec nous», expliquait un délégué CFDT, *«pour la journée s'entend, le syndicat CGT n'a appelé qu'à quatre heures de grève vendredi matin, ce qui a rendu de fait impossible aux travailleurs le désirant de monter à Dunkerque»*.

A Trith Saint-Léger toujours, quatre cars avaient été commandés, 2 pour se rendre à Dunkerque, deux autres pour se rendre à... Denain, où les syndicats CGT entendaient organiser l'essentiel de la journée, notamment par l'organisation d'une manifestation. Des responsables CGT n'hésiteront pas à induire en erreur des travailleurs, désirant se rendre à Dunkerque, les faisant monter dans les cars allant à Denain !

Nouvelles de Saint-Etienne-le-Marais

A l'entreprise Camousso, bd Jules Janin, à Saint-Etienne (48 employés) qui fait de la construction métallique pour magasins, le contremaître a annoncé le vendredi 30 mars au soir, aux ouvriers qui travaillaient le samedi : *«Ce n'est pas la peine de venir travailler demain, l'usine a déposé son bilan»*. Surprise des gars, la boîte faisait des heures supplémentaires et avait des prévisions de travail jusqu'en 1983. Mais parce que cette entreprise n'était pas organisée syndicalement, il y a eu un flottement pendant une semaine. Depuis, des contacts avec des syndicalistes combatifs CGT du quartier ont eu lieu, et cela a décidé les gars à occuper leur boîte. Ils pensent bien mettre en échec un patron aussi cynique et garder leur emploi.

Sur ce même boulevard, il y a déjà eu trois fermetures, et les trois jouant sur la surprise : Bouladon (réparation mécanique), et Lingerie Maille.

Les syndicalistes CGT du quartier Marais-Soleil commencent à en avoir assez ! D'autant plus que la SOMA Europe-Transmissions (3 000 gars) a changé de main en passant sous le contrôle de Férodo, que la SSCM (Société Stéphanoise de Construction Mécanique) est passée sous la direction d'un Canadien spécialiste des licenciements, que les Forges Stéphanoises mutent à tout va leur personnel immigré, que «le Cyclo», réduit à 20 heures par semaine, est passé aux mains d'une société allemande, que chez Rivoire, (Construction Mécanique) les libertés sont laminées, et que la règle, dans les petites boîtes du quartier où n'existe pas de section syndicale, c'est la feuille de paie truquée et illégale. Dans ce quartier, le seuil où la révolte ne peut plus être contenue va bientôt être franchi.

Correspondant SAINT-ETIENNE

A l'INSA (Lyon-la-Doua)

CONTRE LA SOUS-TRAITANCE, LUTTE DES FEMMES DE MENAGE

Depuis le 13 mars, les femmes de ménage de l'INSA (Institut National des Sciences Appliquées Ecole d'Ingénieurs) sont en lutte contre le système de rémunération et les conditions de travail qu'elles subissent. En effet, bien que leur lieu de travail soit l'INSA, elles n'en sont pas moins embauchées par une entreprise extérieure, la SIN (Société Industrielle de Nettoyage) qui ne leur accorde qu'un statut précaire ; elles touchent juste le SMIC, et elles sont mises en chômage forcé durant les vacances scolaires des étudiants de l'INSA. C'est ainsi qu'elles n'ont pas touché 1 000 F en janvier et février.

D'autre part, la Sécurité Sociale, pour effectuer les remboursements d'arrêts-maladie ou d'accidents du travail, les considère comme travailleurs à mi-temps et ne les paie que 4 heures par jour seulement, alors qu'elles travaillent 40 heures par semaine, sans compter les heures supplémentaires occasionnelles. De plus, aucune amélioration possible, même après 10 ans de travail, pas de compensation des frais de transport, et tout cela pour un travail exténuant et malsain.

La cinquantaine de femmes, presque toutes immigrées, employées par la SIN, sont doublement exploitées. Si la SIN est l'employeur juridique, l'INSA, et donc l'État, est l'employeur réel. Le recours à la SIN lui permet de faire nettoyer les locaux à moindre coût, et lui évite d'avoir à négocier en cas de grève.

Jusqu'à jeudi dernier, le directeur de l'INSA, Hamelin, a cherché à nier que cette grève le concernait. Les femmes de ménage, organisées dans leur section CFDT, et appuyées par l'intersyndicale de l'INSA, ont débrayé fréquemment depuis le 13 mars journée de grève qui a lancé le mouvement. Parfois, elles travaillent 3 ou 4 heures dans la journée, parfois elles sont en grève totale et cherchent à populariser leur lutte. La semaine dernière, le patrton de la SIN est venu trouver chaque femme individuellement, pour démoraliser et intimider : *«Traitez directement avec moi, dans le syndicat, sinon vous n'obtiendrez rien... Si vous continuez la grève, vous serez toutes licenciées»*. Discours vain, devant l'unité des femmes en lutte qui tiennent des assemblées générales pour discuter des actions à mener.

Les résidents de l'INSA et les étudiants du campus apportent eux aussi leur soutien. Des questions se posent sur cette école d'ingénieurs, l'INSA, qui prouve une nouvelle fois les liens étroits qu'elle entretient avec le patronat. Jeudi, 500 étudiants ont débrayé en signe de solidarité, pour dénoncer le rôle de l'administration de leur école. A la suite de quoi, Hamelin a reculé, puisqu'il a accepté de participer aux négociations avec les syndicats et la SIN, alors que jusqu'ici, il s'y était fermement refusé.

Les femmes de ménage revendiquent le droit de travailler et d'être payées toute l'année, et un salaire horaire de 14 F. Elles cherchent à connaître les accords qui existent entre l'INSA et la SIN, et le prix de leur exploitation : *«Si ni la SIN ni l'INSA ne veulent montrer leur contrat, c'est qu'ils ont quelque chose à cacher»* comme l'a dit une employée syndiquée. La lutte des femmes de l'INSA pour leurs revendications s'attaque ainsi à la sous-traitance, l'utilisation d'une autre société pour l'obtention d'une main-d'œuvre hors statut, qui est un des grands moyens de surexploitation et de division que le patronat et l'Etat utilisent pour tenter d'enrayer la montée des luttes.

Corres. UCJR de la Doua (Lyon)

Débrayages et grèves à Angers

Arrêt de travail, mardi 3 aux Nouvelles Galeries : le personnel a débrayé contre l'annulation répétée d'une réunion du Comité d'Etablissement. Les délégués CGT ont insisté sur le fait que les motifs de ce retard sont dûs à une atteinte aux libertés syndicales, revenue à l'ordre du jour aux Nouvelles Galeries.

Grève jeudi 5 chez les sapeurs-pompiers : à l'appel de la CGT, les sapeurs-pompiers ont observé une journée de grève, pour apporter leur soutien à Joël Duplessy, de Lorient, délégué national qui a été traduit devant les tribunaux à la suite des manifestations nationales du mois de janvier.

Grève de 24 heures vendredi 6 dans le bâtiment : la CGT a appelé l'ensemble des travailleurs de la construction à suivre un arrêt de travail de 24 heures le vendredi 6 avril, pour protester contre les bas salaires et les conditions de travail déplorables, et assister à un meeting qui faisait le bilan de la situation des travailleurs, et parler des perspectives de lutte.

Corr. ANGERS

• Manufrance

Du nouveau, on parle de solution à Manufrance. Solution financière bien entendu, qui ne précise rien pour l'emploi des ouvriers de l'entreprise stéphanoise. Le PDG, René Mestries, aurait trouvé des investisseurs : la MACIF, et l'éditeur Dargaud, avec *«un puissant groupe industriel»* dont le nom est pour l'instant bien gardé secret.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCP N°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Foyer Sonacotra de Chilly-Mazarin

250 RESIDENTS JETES A LA RUE

La justice a fait son œuvre : Le 1er mai, les 250 travailleurs du foyer Sonacotra seront expulsés. La Sonacotra refuse de négocier avec l'organisation que les résidents se sont donnés : le Comité de Coordination. Ce qu'elle veut : augmenter le prix des chambres (de 100 à 160 %), garder les mêmes gérants racistes qu'elle baptiserait alors du nom de concierges. Devant l'ampleur de la lutte (*«seuls quelques résidents paient»*), comme dit l'avocat de la Sonacotra, la Sonacotra décide de vider 10 foyers. Chilly-Mazarin est le troisième sur la liste. La décision est prise en 24 heures : Y aurait-il urgence ?

Vendredi 6 avril : plus de deux heures de plaidoirie, les résidents y perdent une demi-journée de travail. Monsieur le juge «craint pour les vitres de son tribunal», tandis que l'avocat de la Sonacotra amalgame cette grève des loyers aux actions des autonomes, allant même jusqu'à accuser les résidents des compressions de personnel à la Sonacotra.

Notons la présence de tous les résidents de Chilly-Mazarin, appuyés par ceux des autres foyers de l'Essonne, ainsi que par des membres de comités de soutien à cette lutte.

UNE «JUSTICE» EXPEDITIVE

Samedi 7 avril, le verdict tombe. Le feu vert est donné à la Sonacotra pour jeter à la rue les 250 résidents à partir du 1er mai. La colère est grande chez les résidents, et des discussions s'engagent immédiatement sur la riposte à apporter.

Les Actualités Régionales, le soir-même, s'empressent, comme d'habitude, d'annoncer ce jugement favorable à la Sonacotra, histoire de désamorcer les volontés de lutte. Samedi midi : riposte immédiate, retour en cars au foyer et départ en manifestation du foyer à la mairie PS de Chilly-Mazarin.

Samedi 14 heures, réunion des foyers de l'Essonne à Chilly-Mazarin : les foyers de Chilly, Massy, Sainte-Geneviève-des-Bois sont représentés. Il est décidé :

— des contacts immédiats avec tous les foyers en lutte ;

— une journée portes ouvertes le samedi 21 avril à Chilly ;

— l'organisation en commun d'une manifestation large sur le département (la date en sera précisée ultérieurement) ;

— appel à toutes les organisations politiques et syndicales pour soutenir cette lutte.

NON AUX EXPULSIONS ! NON A LA FERMETURE DES FOYERS ! NON AUX MESURES RACISTES DE STOLERU ! UNITE FRANÇAIS-IMMIGRES CONTRE LA CRISE ! SOUTENONS LE COMITE DE COORDINATION !

CORR. ESSONNE

• Déjà deux mois de lutte à CGR-NEV (Yvelines)

La CGR-NEV, à Buc (à 6 km de Versailles), branche médicale du groupe Thomson, restructure. La direction du groupe a décidé le blocage des salaires et un certain nombre de mutations et de licenciements (88 licenciements à Chenaille-Dutertre) ainsi que des mises en chômage partiel. Depuis le 5 février, le personnel a adopté une forme de lutte efficace : le service après-vente et les services de sous-traitance sont en grève, soutenus par la majorité du personnel qui versent aux grévistes 10% de leur salaire. Cette grève dure depuis plus de deux mois déjà. Ce mouvement paralyse le dépannage des machines de radiothérapie dans les centres hospitaliers. C'est ainsi que plusieurs machines sont paralysées : une dans une clinique à Lille, une à Gustave Roussy (Villejuif), une à la Salpétrière (Paris), une à Mondor (Créteil).

Les syndicats ont fait un gros travail d'information. Dans une lettre en date du 26 mars, la direction de Buc prend prétexte de la panne de Neptune 10 pour brandir le terme de *«non assistance à personne en danger»*. Renseignements pris, la clinique en question possède un autre appareil (un thératron) en parfait état de marche. La direction veut jouer la carte des malades pour faire pression sur les grévistes. En fait, elle est prête à se servir de la mort d'un malade pour faire passer son plan de restructuration.

Que les sections syndicales des hôpitaux protestent contre cette utilisation des malades, en écrivant à la direction de la CGR. Adresse : CGR-NEV, route de Guyancourt, BP.34, 78 530 BUC.

Rocard-Mauroy dans la minorité, le CERES pas encore dans la majorité

UN CONGRES INACHEVÉ

De notre envoyé spécial François NOLET

Dès avant l'ouverture du congrès de Metz, on savait que Mitterrand, fort de sa percée dans les votes des fédérations, avait choisi de parler haut et clair face à ceux qui le contestaient. On ne s'attendait pas forcément à ce que cela l'amène à gouverner seul, au moins pour le moment, son parti, en ne disposant même pas de la majorité absolue des mandats.

Pendant ces trois jours, du 6 au 8 avril, près de 800 délégués, des centaines d'autres militants observateurs, se sont pressés dans la grande salle du palais des congrès tout neuf, de Metz, se sont enflammés, ont trépigné, sifflé, applaudi, se sont interrogés sur le résultat des négociations des chefs de courant pour s'entendre dire finalement que l'ancienne majorité avait éclaté, Rocard-Mauroy d'un côté, Mitterrand de l'autre ; mais qu'une nouvelle majorité n'était pas constituée pour autant, Mitterrand et le CERES n'ayant pas — ou pas encore — concrétisé d'accord. Au point qu'un représentant de ce dernier courant devait conclure en se demandant si l'on n'avait pas assisté à un «non-congrès».

LE RAPPORT DE FORCES AU DEBUT DU CONGRES

Au départ, le rapport de forces s'établissait comme suit : sur un total de 7 040 mandats, avaient obtenu : Motion A (Mitterrand) : 2 824, soit 40,11 % ; motion B (Mauroy) : 958 soit 13,61 % ; motion C (Rocard) : 1 437, soit 20,41 % ; motion D (Defferre) : 547 soit 7,77 % ; motion E (CERES) : 1 016, soit 14,43 % ; motion F (Pierret, ex-CERES) : 228, soit 3,24 % ; motion G (Féministe) : 22, soit 0,31 %.

Au départ du congrès, Mitterrand partait gagnant, au vu des résultats des votes des fédérations (voir encart) : il était clair qu'il aurait les moyens d'imposer l'essentiel de ses vues à quiconque accepterait de s'allier avec lui. Le vendredi matin, alors que le congrès écoutait distraitement les discours d'accueil du premier secrétaire de la fédération de Moselle et du député de Metz Laurain, les partisans de Rocard diffusaient un texte aux congressistes, précisant les bases sur lesquelles ils pensaient parvenir à un accord avec le premier secrétaire.

Le débat démarrait donc sur les chapeaux de roue. Le rapport d'activité de Mauroy, rappelant la progression électorale et en nombre d'adhérents du parti, fut adopté sans opposition, le CERES ayant fait savoir qu'il voterait le quitus à la direction sortante. C'est dans l'indifférence également que furent présentés les rapports de la commission des conflits et le rapport financier, qui, en d'autres temps, auraient déchaîné les passions. Mais manifestement, on attendait autre chose.

LE «DEBAT»

C'est là que le congrès commence vraiment. Pendant l'après-midi du vendredi et toute la journée du samedi, des orateurs, répartis par motions avec un temps de parole proportionnel au nombre de mandats obtenus, vont s'affronter, et tenter chacun pour leur compte de faire vibrer la salle. Le terme de débat ne doit pas faire illusion : il s'agit plutôt d'une suite de monologues, rivalisant d'effets rhétoriques, de flèches acerbes, et d'appels à l'unité et à la synthèse tous plus enflammés les uns que les autres. C'est là que les militants vont tenter de percevoir les intentions profondes de leurs dirigeants, et de savoir qui va bien pouvoir s'allier avec qui. On écoute avec une grande attention les discours des leaders ; lorsqu'un sous-fifre s'exprime, c'est plus souvent dans le brouhaha, voire devant une salle à moitié vide, les délégués profitant du répit pour aller se réunir entre eux par courants dans les salles prévues à cet effet.

Suspense vendredi en début d'après-midi : va-t-il pouvoir y avoir la «synthèse», cette chose étrange et ténébreuse qui voit des courants ayant sans doute des divergences politiques, puisque présentant des textes différents, se mettre d'accord sur un programme commun, après de longues et nocturnes tractations ?

«Le premier orateur inscrit est François Mitterrand». Surprise : il n'est pas dans l'habitude du premier secrétaire d'intervenir dès le début du congrès : il se réserve plutôt pour la dernière journée. C'est sans doute qu'il a quelque chose à dire. Et c'est effectivement une douche froide pour ceux des délégués qui croyaient encore à la synthèse : *«Qu'aucun aspect de nos contradictions ne soit laissé de côté, qu'aucun accord, aussi désirable soit-il —et il est désirable— ne soit obtenu dans la confusion ou le clair obscur, qu'on ne fasse pas semblant, au bénéfice des habiletés de langage ou de plume, de parvenir à des documents durables qui n'auront pas huit jours d'existence».* C'est net : certes, comme tous les orateurs, il appela à la «synthèse sans exclusive», mais on a compris qu'il imposerait une capitulation totale à qui voudrait s'allier à lui. Et tous les points de son intervention seront clairement dirigés contre les thèses rocardiennes : l'insistance sur la filiation au «socialisme historique», avec des références à Blum et à Jaurès, n'en déplaise à ceux qui parlent d'archaïsme ; sur les questions économiques, l'affirmation des «changements catégoriques» que devrait apporter dès le début la gauche au pouvoir. Ce n'est pas d'une révolution qu'il s'agit, et l'exemple reste... la Suède. Mais un langage nettement gauchi face aux thèses rocardiennes du changement à petits pas.

Rocard intervient presque immédiatement après. Il réaffirme ses propres thèses, contre *«la croissance démesurée des fonctions administratives de l'Etat»*, et crée un beau chahut en lançant : *«Pour mettre des produits à la disposition du public, il n'y a que deux procédés : le marché ou le rationnement. Il faut choisir».* Une petite phrase que ne louperont pas les intervenants suivants, un Fabius (motion Mitterrand) pour affirmer qu *«entre le marché et le rationnement, il y a le socialisme»*, un Chevènement pour clamer : *«Et l'autogestion, c'est fait pour qui ?».*

Après les discours de Mitterrand et de Rocard, il était clair pour tous les congressistes qu'il n'y aurait pas d'accord entre les deux. Restait à savoir ce que feraient les autres. Mauroy souleva bien une salle unanime en appelant à la synthèse, mais ses thèmes rejoignant nettement ceux de Rocard, il semblait difficile d'arriver à un accord avec Mitterrand. A vouloir jouer la tendance-charnière entre Mitterrand et Rocard pour arbitrer, Mauroy aura en fait tout perdu, et fera figure de vaincu à ce congrès : avec ses 13 % de mandats, il n'est plus en mesure de jouer de rôle décisif, et a même perdu la majorité dans sa propre fédération : retour de l'histoire, les vieux SFIO, hostiles à l'union de la gauche, les Augustin Laurent et Notebart, autrefois mis sur la touche par Mauroy et Mitterrand, ont cette fois soutenu ce dernier, et ainsi réglé leurs comptes avec le premier.

On note aussi le ton conciliant du CERES, qui se déclare prêt, pour faire la synthèse avec Mitterrand, à en rabattre sur ses positions anti-européennes.

LA RUPTURE

A l'issue des débats, les courants se réunissent entre eux pour délibérer. A la réunion interne du courant C, Rocard pense qu'un accord est encore possible, mais qu'il sera difficile.

Sur des demi-incertitudes, les délégués de la commission des résolutions, un groupe de 61 membres désignés à la proportionnelle des motions, va se réunir, loin du bruit et de la fureur, à la mairie (socialiste) de Woippy dans la banlieue ouvrière de Metz, où ils siègeront la plus grande partie de la nuit. On discute sur la base de la motion Mitterrand. La motion Mauroy propose un amendement tendant à supprimer la phrase selon laquelle *«ce ne sera pas le marché qui assurera la régulation globale de l'économie»* : ce point est présenté comme décisif. Mitterrand refuse. On décide alors de surseoir au vote. Un amendement de la motion B sur l'union de la gauche obtient le même accueil frisquet. Et c'est l'incident : un amendement est présenté par Viveret (motion Rocard) sur la collégialité : il affirme notamment que *«le parti socialiste ne connaît pas de grand prêtre».* C'est le sacrilège. Malgré le retrait de l'amendement, la rupture est consommée. Il ne reste plus qu'à l'entériner.

Quant au CERES, dans l'affaire, on a peu parlé de ses thèses, mais on y reviendra.

MITTERRAND EN BALLOTTAGE

Le lendemain de cette rude nuit, les délégués viennent donc s'informer des tractations de leurs leaders dans une ambiance de kermesse. Pendant près de deux heures, un groupe compact muni de cartes d'invités d'une authenticité contestée, se trouve refoulé par le service d'ordre, cependant que leurs amis déjà à l'intérieur protestent : *«Laissez-les rentrer !»*, et même *«libérez nos camarades !»*. C'est là sans doute la «rude fraternité» dont parlait Mitterrand, qui se fait d'ailleurs copieusement siffler quand il arrive vers 13 heures, immédiatement après Mauroy et Rocard.

Il ne reste plus qu'à entendre les orateurs de chaque courant exposer leur vision de la rupture, et à préciser leurs intentions pour le vote final. La motion Mitterrand l'emporte, la motion Mauroy se maintient. Rocard explique qu'il n'y a pas deux lignes dans le parti, et maintient sa motion. La motion Defferre, comme prévu, annonce que pour une large part, elle accordera ses suffrages à Mitterrand. Le CERES maintient, lui aussi, sa motion, un accord sur l'Europe ne pouvant pas être réalisé tout de suite. Pierret et les féministes se maintiennent également au second tour.

Mitterrand conclut : c'est lui qui a gagné. Enfin, pas si sûr. Quand on passe au vote, il apparaît que la motion Defferre s'est moins bien reportée que prévu, une partie de ses suffrages allant à Mauroy. Comme tous les autres se maintiennent, Mitterrand gagne à la majorité relative (voir encart). Un accord avec le CERES est bien annoncé comme devant être recherché *«dans les semaines ou les mois qui viennent»*, mais comme il subsiste des divergences sur l'Europe, il n'est sans doute pas opportun pour Mitterrand de rechercher une alliance trop voyante avant les élections européennes. Victoire limitée en fin de compte pour Mitterrand, et étrange congrès qui commence par des appels à la synthèse pour s'achever par une situation de profonde division et avec la promesse qu'une synthèse se fera peut-être mais après le congrès.

LES DELEGATIONS

Le congrès du PS s'est tenu en présence de nombreuses délégations françaises et étrangères. Pour la France, notons que le PCF n'était représenté que par deux sous-fifres, Henri Martin et Arthur Buchman, néanmoins membres du comité central ; étaient représentés également le PSU, le MRG, les gaullistes de gauche du FRP, la CGT et la CFDT, la CSF, la CSCV et quelques autres.

Les délégations étrangères comprenaient comme il se doit de nombreux partis sociaux-démocrates, particulièrement d'Europe ; parmi eux, le parti portugais eut droit à quelques sifflets. De nombreux partis révisionnistes, le PCE et le PCI chaleureusement applaudis, les sifflets l'emportant pour celui de l'URSS.

Mais aussi le Front Polisario, le FPLE mais pas l'OLP comme il en avait été question un temps : sa présence était incompatible avec celle de plusieurs délégations sionistes.

LE VOTE FINAL

Au vote final, sur 7 040 mandats (il y a 8 abstentions) Mitterrand obtient 3 192, Mauroy 1 142, Rocard 1 444, le CERES 1 018, Pierret 214 et la motion féministe 22. Compte non tenu des deux dernières motions, qui ne seront pas réprésentées au comité directeur, ayant obtenu moins de 5 % des mandats, le pourcentage de représentation au comité directeur s'établit ainsi : Mitterrand 46,97 %, soit 62 membres, Mauroy 16,80 % soit 22 membres ; Rocard 21,25 % soit 28 membres, et le CERES 14,98 % soit 19 membres.

URSS, PRISON DES PEUPLES

A bien des égards, le chauvinisme grand-russe agit comme n'importe quel autre système oppresseur, détruisant les bases culturelles nationales (voir QdP du 7/4), tentant d'opposer les différentes nationalités de l'URSS, déployant une répression sanglante.

Cependant, par d'autres aspects, il s'efforce de camoufler son oppression derrière le masque social de l'égalité et la coopération entre les nations de l'URSS. C'est au nom de la coopération que des millions de jeunes Russes sont transformés en véritables colons. C'est au nom de l'égalité des nations que le système fédéral est dévoyé pour asservir les républiques.

11 nationalités disparues... 200 000 Mordves russifiés... 90 % de Russes au Conseil des Ministres... Deux non-Russes sur seize au bureau politique... 650 000 Ukrainiens en Crimée sur le territoire des Tartares déportés...

LES INSTRUMENTS DE LA COLONISATION

Demain : Pillage économique et déportation des peuples

Migration forcée

En 1961, sous prétexte de *«l'apparition de nouveaux centres industriels», de «la découverte et de l'exploitation des ressources naturelles»*, du *«défrichement des terres»*, le 22e congrès du PCUS décidait la nécessité d'une migration forcée qui aboutit aujourd'hui à une diversification de plus en plus importante des composantes de la population des différentes républiques au profit des habitants d'origine russe.

Dans les républiques européennes, les républiques baltes, l'Ukraine, la Biélorussie... la proportion des migrants russes dans la population est de plus en plus grande. C'est ainsi qu'en Estonie, la population russe a augmenté de 40 % entre 1959 et 1970 ; dans le même temps, la population totale de la république n'augmentait que de 13 %.

Dans les républiques d'Asie centrale, où la natalité est plus forte, l'augmentation de population totale atteint les 40 %. Malgré cela, la part des Russes dans la population se maintient à peu près au même niveau, grâce à une implantation massive des migrants russes. Au Kazkhstan, les Russes représentent plus de 42 % de la population totale.

Annexion des minorités nationales

Cette politique a conduit à la disparition pure et simple de certaines minorités nationales. En 1959, d'après les statistiques officielles, l'Union soviétique comptait 115 nationalités ; en 1970, elle n'en compte plus que 104. Or, parmi ces dernières cinq ont enregistré une chute de leur population.

Les Caréliens, par exemple, sont passés de 248 100 personnes en 1926 à 146 100 en 1970. Prétextant cette diminution, Krouchtchev, en 1956, réduisait la République fédérée de Carélie à l'état de république autonome. On peut se demander ce qu'il adviendra de ce statut de république autonome, si la population continue à décliner.

Entre 1959 et 1970, plus de 200 000 Mordves ont été «russifiés», et aujourd'hui, parmi les quelque 1,2 million d'habitants, 13 % seulement parlent le Mordve. Dans le même temps, les territoires de cette république autonome de Mordovie étaient réquisitionnés pour l'installation des camps de concentration !

Des structures fédérales au service de la russification

Au Soviet suprême de l'URSS qui est, comme son nom l'indique, l'organe suprême du pouvoir d'Etat, les nations paraissent équitablement représentées : en 1970, les nations non-slaves qui représentaient 26,1 % de la population détenaient 40,3 % des sièges. Cependant, dès qu'on s'approche des organes qui détiennent le véritable pouvoir d'Etat, la situation correspond mieux à la réalité : celle d'un appareil fédéral entièrement contrôlé par des cadres d'origine russe et servant d'instrument privilégié à l'entreprise de russification.

Au Conseil des ministres, 90 % des postes sont attribués à des Russes, de même dans les comités d'Etat tels que le Gosplan ou le KGB. Dans chacune des républiques, les ministères-clé sont tous soumis à la double autorité du pouvoir central et du pouvoir républicain. Ces ministères là ont la charge de l'agriculture et de l'approvisionnement, de l'équipement, de l'éducation, de la justice, des finances, du bâtiment, du commerce. en Ukraine, par exemple, ils sont au nombre de 28, en 1975. Aux ministères purement républicains on laisse les questions d'intérêt tout à fait local : les routes secondaires, les services de consommation, les industries et les transports locaux, les services communaux, la sécurité sociale. En Ukraine toujours et à la même date, on en compte six.

Dans l'appareil du PCUS, les constatations sont les mêmes. Au Politburo, deux des seize membres seulement sont des «nationaux». Tous les nouveaux venus sont russes, le seul «national» est un suppléant, Aliev, premier secrétaire du PC d'Azerbaïdjan qui, avant cette nomination, a fait toute sa carrière au KGB. Ce qui donne une claire idée du degré de représentativité de ces prétendus cadres nationaux ! L'«Ukrainien» Chtcherbitski, membre titulaire du Politburo, a fait, lui, toute sa carrière dans l'ombre de Brejnev qui, d'ailleurs, par ce biais, est assuré du succès de ses positions en Ukraine.

Dans toutes les républiques, le PC est dirigé par un premier secrétaire «national» et un second secrétaire, lui, toujours russe. Or, si le premier secrétaire a un rôle représentatif important, c'est le second secrétaire qui, par ses fonctions, a le pouvoir décisif ; c'est lui qui est chargé de l'organisation, qui propose les nominations des cadres à l'appareil central du PCUS. La carrière des seconds secrétaires est à ce titre particulièrement intéressante*. Quatre d'entre eux ont été auparavant chef-adjoint ou chef de section dans le département organisation du Comité central du PCUS (c'est le cas en Arménie, Estonie, Lettonie, Tadjikistan). Le second secrétaire de Lithuanie était avant sa promotion inspecteur du Comité central du PCUS. Les autres ont tous été secrétaires du PC ou d'organisations locales du PC d'autres républiques. Ils ont tous été nommés à ce poste pour avoir acquis une compétence dans le choix des cadres politiques ou une compétence régionale.

Dresser les nationalités les unes contre les autres

L'application du vieux principe impérialiste «diviser pour régner» est évidemment un des ressorts de la politique du chauvinisme grand-russe. Nous n'en citerons que quelques sinistres exemples.

Aux Tatars déportés de Crimée qui veulent retourner vivre dans leur pays natal, les autorités répondent invariablement, à l'instar d'Andropov, président du KGB, que ce retour est impossible en raison de la surpopulation. Effectivement, en 1970, la population de Crimée est passée à 1 813 000 alors qu'elle était de 823 000 habitants en 1950. Mais c'est par le transfert de colons que cet accroissement a été obtenu. Ces colons sont d'origine slave : ils sont venus plus particulièrement de l'Ukraine occidentale, région que le pouvoir central refuse de mettre en valeur, sous prétexte de mauvaises conditions naturelles. 650 000 Slaves se sont donc installés en Crimée, par obligation ; depuis 1967, cette colonisation forcée se poursuit au rythme de l'installation de 40 à 50 000 personnes par an. Par contre, pendant la même période, 3 000 Tatars seulement sur les 833 000 qu'ils étaient en 1975 ont été autorisés à rentrer dans leur pays natal.

En 1962, en Ukraine, les maîtres russes du Kremlin n'ont pas hésité à utiliser les troupes d'autres nationalités pour briser une manifestation ouvrière (voir encart). On retrouve bien là les vieilles méthodes colonialistes.

Joëlle FECLAZ

* cf l'ouvrage d'Hélène Carrère d'Encausse : *L'Empire éclaté.*

LE SAMEDI SANGLANT DES OUVRIERS UKRAINIENS DE NOVOTCHERKASK

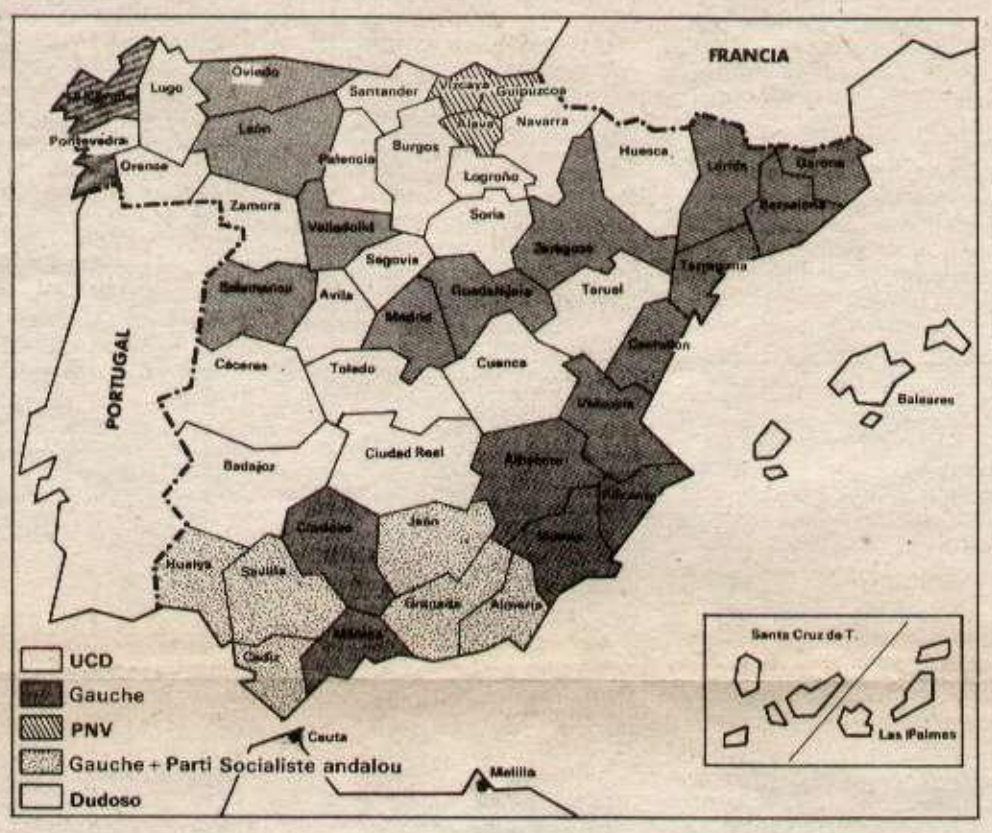
Le 2 juin 1962, une immense manifestation se déploie dans les rues de la ville ouvrière de Novotcherkassk en Ukraine. Les ouvriers sont en grève : la veille, on a doublé le prix de la viande et des produits laitiers, baissé le salaire à la pièce de 30 % dans la plus grosse usine de la ville. Sur la place centrale, au pied de la statue de Lénine, il y a un long face-à-face entre les ouvriers accompagnés de leurs familles, l'unité d'infanterie et les chars. Les soldats de la garnison locale, Ukrainiens, refusent de tirer. Un officier sort sa carte du parti, la déchire et se tire une balle dans la tête. Le général Pliev, commandant de la région militaire du Nord-Caucase, dépêche à leur place d'autres soldats, originaires d'autres régions et de nationalités non russes. On n'a jamais pu dénombrer le nombre des gens massacrés. Des centaines de morts !

Espagne : après les élections municipales

• La plupart des grandes villes auront un maire de gauche
• Une victoire pour les marxistes-léninistes

Le nouveau gouvernement formé par Adolfo Suarez est monocolore, homogène, composé de *«fidèles serviteurs, de technocrates, et de bureaucrates dévoués»* au chef du gouvernement et au roi. C'est en ces termes que *El Pais* le définit. Suarez a déclaré à plusieurs reprises qu'après sa victoire aux législatives du 1er mars, il ne voyait pas l'utilité de négocier avec quiconque. C'est ainsi qu'il n'a même pas fait appel à la «Coalition démocratique» de Fraga, d'extrême-droite, dont les 9 députés lui avaient pourtant fourni leur appui lors du vote d'investiture. Cependant la composition du nouveau gouvernement, avec notamment l'entrée, au portefeuille de l'intérieur du général Ibanez Freire, ancien de la division fasciste Azul, laisse prévoir une politique particulièrement répressive à l'égard du Pays Basque et plus généralement des luttes de masse.

Cependant entre ce nouveau gouvernement où les tendances conservatrices se trouvent affirmées, et le résultat des municipales, le décalage n'est que plus frappant.



UNE VICTOIRE POUR LES MARXISTE-LENINISTES 704 CONSEILLERS

Les 350 000 voix obtenues aux législatives n'avaient pas permis aux marxistes-léninistes d'entrer au Parlement. Aux municipales, en revanche, ils ont commencé à recueillir les fruits au plan électoral de leur implantation dans tout le pays et particulièrement dans la classe ouvrière. Nul doute que la dynamique unitaire née de l'accord entre l'ORT et le PTE n'ait joué un rôle positif. En effet, l'ORT et le PTE ont obtenu au total 704 conseillers municipaux dont 210 pour la première formation, 302 pour la seconde et 192 candidatures indépendantes. Les marxistes-léninistes sont assurés d'avoir 25 mairies et avec les désistements possibles peut-être plus d'une quarantaine...

Ces résultats sont un succès : ils vont permettre de renforcer leur audience, de prouver que les marxistes-léninistes représentent une alternative crédible, de défendre plus efficacement des positions de lutte de classe.

D'autre part, les conseillers municipaux se répartissent dans des régions très diverses du pays : assez nombreux dans la ceinture industrielle de Madrid, à peu près autant dans les 7 provinces d'Andalousie, mais aussi en Extrémadure, en Aragon, dans la province de Logrono etc. Dans certains cas, les marxistes-léninistes ont réussi à battre le PCE.

L'IRRESISTIBLE ASCENSION DES OPTIONS NATIONALISTES

La montée des nationalistes était prévue mais beaucoup d'observateurs la qualifient d'impressionnante. Si au Pays Basque, le Parti nationaliste Basque, PNV, apparaît comme le grand vainqueur des élections, y compris dans les localités ouvrières traditionnellement socialistes comme Sestao, Portugalete, Eibar, Basauri etc. la coalition abertzale (patriotique) Herri Batasuna apparaît désormais comme la seconde force politique de Euskadi. Herri Batasuna, proche de ETA, a mordu sur l'électorat socialiste, et le PSOE se trouve en troisième position, tandis qu'on peut parler d'une extrême marginalité des révisionnistes, et de l'écrasement du parti gouvernemental. En Navarre, Herri Batasuna pourrait gagner la mairie de Pampelune, si elle parvenait à un accord avec le PSOE et le PNV ; au cas où le PSOE refuserait son soutien, il donnerait objectivement la mairie à l'UCD, ce qui est peu vraisemblable.

L'autre aspect de cette montée des courants nationalistes est qu'il se manifeste ailleurs qu'en Euskadi : non seulement aux Canaries et aux Baléares, ce qui, après tout, n'est pas étonnant, mais aussi en Andalousie, en Galice. Si on ajoute à cela la très grande force du sentiment national catalan, le fait que certains critiquent la Généralité «décaféinée» qui a été obtenue et que Taradellas apparaît de plus en plus ouvertement comme le représentant de la droite, trop modéré dans les revendications d'autonomie, on aboutit à une conclusion évidente : la question des régions et nationalités est le problème majeur qui se pose au lendemain des élections. L'UCD devra faire des concessions, et le choix du nouveau ministre de l'Administration territoriale, Antonio Fontan, répond à ces préoccupations. Homme de l'Opus Dei, universitaire, habile, il serait partisan d'une formule intermédiaire entre l'Etat Centraliste actuel et un Etat fédéral.

ACCORD CONCLU ENTRE PC ET PSOE

Un accord a été conclu entre le Parti Socialiste et le PCE pour gagner le maximum de mairies possibles. Les maires seront élus le 19 avril. Contrairement aux espérances du PC, il n'y a pas eu d'accord global ni de programme commun. Une commission bi-partite est chargée d'étudier le cas de chaque municipalité. Le PSOE insiste sur le fait que l'accord doit être ouvert et cite nommément l'ORT et le PTE, et des indépendants de gauche, des abertzales et des indépendantistes canariens.

En revanche, le PC a obtenu que dans certains cas, le PSOE appuie ses candidats à la mairie, quand l'écart entre les deux formations est faible. Ainsi, le PCE essaie de tirer le maximum d'un scrutin dans lequel globalement il s'est renforcé, tout en éprouvant des difficultés dans des bastions comme les Asturies.

NEGOCIATIONS MULTILATERALES EN CATALOGNE ET EN ANDALOUSIE

En Catalogne, l'enjeu est bien sûr la mairie de Barcelone, mais aussi la composition de la «députation provinciale». Si à Barcelone, l'alliance entre socialistes et PSUC (révisionnistes) assurera sans problèmes la mairie à la gauche, la situation est plus confuse pour le reste. En effet, comme il arrive dans d'autres régions, les capitales et les zones les plus industrialisées reviennent à la gauche, tandis que les zones les moins peuplées, mais sur-représentées, ont voté pour l'UCD. La situation est donc tangente pour Gerona, Tarragona et Lerida.

En Andalousie, c'est de fait le Parti Socialiste Andalou qui est l'arbitre de la situation : de lui dépendra le contrôle, par la gauche, de 5 des principales villes d'Andalousie, Séville, Huelva, Cadix, Grenade et Jaen. Or, si le PSA a fait financer sa campagne législative par l'UCD, ce qui lui a permis d'obtenir 5 députés, il n'est pas dit qu'il envisage de continuer à soutenir Suarez. Il a même annoncé qu'il serait intéressé par un accord avec la gauche.

En fonction des tractations délicates qui vont se faire dans les prochains jours, on saura un peu mieux si la nette victoire de la gauche en voix — plus d'un million de voix d'avance, alors que la gauche a présenté beaucoup moins de candidats que la droite — se transcrit aussi nettement dans le contrôle des mairies.

Hélène VARJAC

• Afrique du Sud : Solomon Mahlangu enterré en secret

Solomon Mahlangu, jeune militant noir de l'African National Congress, a été pendu vendredi matin à la prison centrale de Pretoria. Ayant participé à la révolte de Soweto en juin 1976, il avait pris conscience de la nécessité de mener la lutte armée quelque temps plus tard et de rejoindre le *«Umkhonto We Sizwe»*, branche armée de l'African National Congress. Arrêté avec un de ses camarades qui avait tiré sur la police, il a été condamné à mort pour *«port d'arme»* (n'ayant pas fait usage de celle-ci). *«Mahlangu doit mourir. Un meurtrier, pas un martyr»*, écrivait vendredi le quotidien *«Citizen»*, fidèle valet du gouvernement raciste, qui a rejeté sans appel les demandes de grâce exprimées par la CEE et par Carter. Dans la nuit de jeudi à vendredi, plusieurs centaines d'Africains ont veillé au domicile de la mère de Solomon. Celle-ci n'a pas été prévenue par les autorités du lieu des obsèques de son fils, ce afin d'empêcher que se renouvellent les manifestations de protestation qui avaient eu lieu en septembre 1977 lors de l'enterrement de Steve Biko, militant nationaliste de la *«Conscience Noire»*, assassiné par la police en prison. Dans un communiqué diffusé à Londres, l'ANC qualifie cette exécution de *«meurtre qui ne restera pas impuni»*.

• Mauritanie : changement de gouvernement

Les forces armées mauritaniennes ont annoncé vendredi à la radio la création d'un *«comité militaire de salut national»*, qui vient remplacer le *«comité militaire de redressement national»* constitué en juillet dernier lors de la venue au pouvoir du colonel Ould Saleck. Ce dernier occupera désormais la place de président du comité, tandis que le lieutenant-colonel Ould Bouceif, qui ne faisait pas partie du précédent gouvernement, occupera le poste de Premier ministre. Le comité militaire de salut national serait composé d'une vingtaine d'officiers. Ce changement à l'intérieur de l'équipe au pouvoir intervient le lendemain de la première réunion du Comité National Consultatif (assemblée consultative de 98 membres). Dans un communiqué, le comité de salut national a annoncé la *«suspension de toutes les activités politiques et la poursuite de l'effort de paix entamé par le comité militaire de redressement national»*.

• Pakistan : manifestations dans tout le pays après l'exécution d'Ali Bhutto

De violentes manifestations se déroulent dans différentes villes du pays, depuis l'exécution mercredi, de l'ancien Premier ministre Ali Bhutto. Six personnes ont été tuées, des dizaines blessées, et des centaines arrêtées au cours des affrontements avec la police. Vendredi à Lahoré, la foule a attaqué la centrale électrique. A Srinagar, capitale du Cachemire, des affrontements violents ont eu lieu entre les manifestants partisans d'Ali Bhutto, et des membres du parti actuellement au pouvoir.

• Les Etats-Unis suspendent leur aide économique au Pakistan

Le porte-parole du département d'Etat américain a indiqué que les USA ont décidé de couper graduellement leur aide économique au Pakistan. Les raisons invoquées par Washington résident dans l'achat par le Pakistan d'équipements nucléaires qui, selon les Américains, lui permettraient de fabriquer une bombe atomique. En 1976, les USA avaient déjà exercé des pressions pour que la France renonce à vendre une usine de retraitement de l'uranium au Pakistan. Deux ans plus tard, Giscard devait céder aux injonctions de Carter, et renoncer à la vente de la centrale, en invoquant la nécessité de la non-prolifération nucléaire.

FIDELE ARTISAN DE LA POLITIQUE DU SHAH, HOVEYDA A ETE EXECUTE SAMEDI

Interrompus depuis le 16 mars, en raison de la nécessité de publier un nouveau règlement judiciaire, les procès ont repris en Iran depuis vendredi. Elaborée à la hâte, la nouvelle législation en matière de justice, qui devait donner un certain nombre de garanties sur le caractère public des procès, sanctionne en fait un contrôle plus étroit de Khomeiny sur l'appareil judiciaire. Ce dernier semble disposer de tous les pouvoirs pour nommer juges et membres du parquet sans aucun contrôle populaire.

Malgré les contradictions apparues entre Bazargan et Khomeiny, au sujet d'une justice jugée trop *«expéditive»* par le Premier ministre, et les garanties que ce dernier semblait avoir obtenu ; malgré surtout les nombreuses protestations des progressistes et des révolutionnaires pour que le peuple ne soit pas tenu à l'écart d'une justice qui décide en dehors de son contrôle, les procès continuent de se tenir au secret, ou presque. Samedi six militaires ont été exécutés à Téhéran, dont deux généraux : l'ancien chef de la police de Téhéran et l'ancien administrateur de la loi martiale à Najafabad et à Ispahan. Les autres militaires ont été condamnés à mort pour leur participation aux massacres du *«vendredi noir»*. Si le déroulement de ces procès montre que les masses sont tenues à l'écart des décisions, la culpabilité des accusés, de même que celle de l'ancien Premier ministre Hoveyda, ne font aucun doute. Nul autre qu'Hoveyda — exécuté samedi — ne symbolisait plus aux yeux du peuple iranien, la corruption du régime du Shah. Promoteur de la *«révolution blanche»*, qui a signifié la ruine, l'exode et la misère d'un million de petits paysans, ce dernier devait être lâché par le Shah, après avoir été pendant 13 ans le plus fidèle artisan de sa politique.

Hoveyda n'est donc pas l'innocente victime sur laquelle Giscard et consort veulent actuellement nous apitoyer. Loin d'être un simple exécutant servile, malgré ses déclarations lors de son procès : *«Je n'étais au temps de sa splendeur que le premier serviteur de sa majesté»*, il était de ceux qui décident ; à ce titre il a payé. Plus préoccupant est le déroulement même de la justice iranienne, qui par son caractère secret donne lieu à des abus et même — parfois — à l'exécution d'un innocent. Mahmoud Raissi, qui lors de l'expropriation d'une banque, pendant les derniers jours de l'ancien régime, a été pris à partie par des partisans de Khomeiny, a payé de sa vie, pour avoir tué accidentellement l'un d'entre eux. Mahmoud Raissi était un révolutionnaire qui, avec l'argent qu'il avait récupéré, voulait soutenir les organisations de guérilla. Il a été condamné à mort et exécuté. Actuellement une cinquantaine de personnes font la grève de la faim au ministère de la justice à Téhéran, contre une *«erreur»* imputable à cette justice du secret.

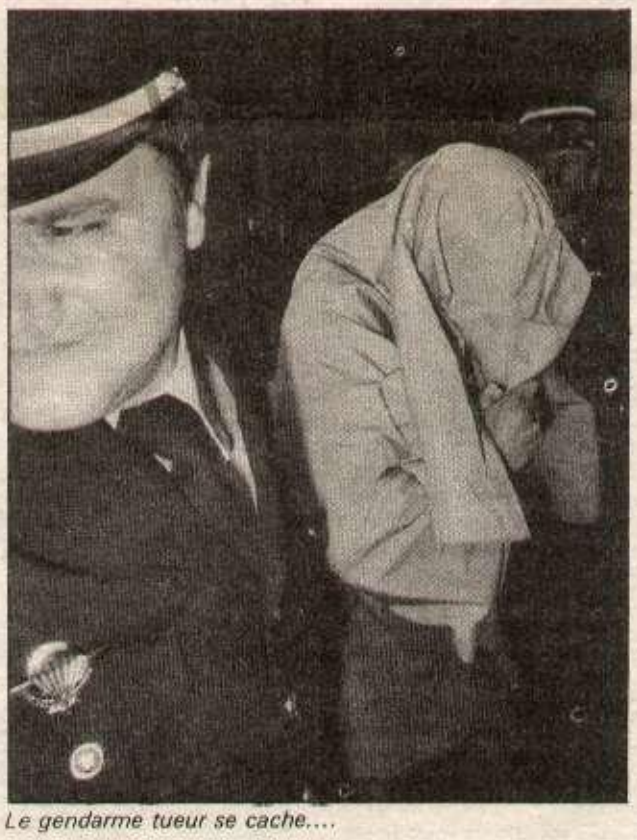
Frank ROUSSEL

LE TUEUR DE L'OISE ETAIT UN GENDARME

Depuis le 23 juillet 1978, il faisait, à chacun de ses méfaits, la Une des faits divers, alimentant à sa manière les campagnes pour la sécurité des Français ; maniaque des agressions contre les jeunes femmes, il réussissait à chaque fois à échapper aux recherches. On l'appelait «le tueur de l'Oise». Trahi par les nombreux portraits robots qu'on avait dressés de lui, et par ses empreintes digitales, il a été enfin arrêté dimanche matin. C'est un gendarme du peloton d'intervention de Chantilly, dont la principale mission ces derniers mois était précisément de retrouver le «tueur de l'Oise».

En décembre 1976 était arrêté le meurtrier présumé de plusieurs femmes, dans le département de l'Oise. Mais le 23 juillet 1978 un nouveau «tueur de l'Oise» se faisait connaître, en tentant d'assassiner une jeune fille à Pont-Sainte-Maxence. Le 1er décembre, c'est à 15 kilomètres de cette localité qu'était retrouvée mourante une jeune autostoppeuse. Entre-temps, il avait essayé d'agresser une jeune fille, et il avait piégé deux voitures ; l'explosion avait blessé un gendarme. Le 29 décembre, nouvelle agression : une jeune infirmière blessée par quatre balles restait paralysée pour toute sa vie. La façon dont le mystérieux tueur échappait alors aux barrages de police et de gendarmerie paraissait prouver une bonne connaissance du milieu policier. Même impression donnée par le vocabulaire employé et les détails fournis dans une lettre qu'il avait adressée au commissaire de Creil, au mois d'août ; enfin l'arme utilisée était celle d'un professionnel. La police préférait affirmer que l'enquête s'écartait de cette hypothèse. Les investigations s'orientaient un moment du côté de l'hôpital psychiatrique de Clermont.

Depuis lors, l'homme s'était surtout manifesté par de nombreux vols de voitures et des émissions de chèques volés... continuant son jeu de cache-cache avec policiers et gendarmes. Dernier coup en date : il vole la R 30 TX de l'ancien ministre Gorse, tombe en panne, se fait dépanner par deux CRS et un garagiste de Senlis, et disparaît quand la voiture arrive au garage.



Le gendarme tueur se cache....

Mais ces derniers événements ont permis d'affiner son portrait-robot ; en le voyant, la femme d'un gendarme de la brigade de Clermont reconnaît un ancien collègue de son mari. Membre du peloton d'intervention de Chantilly, Alain Lamare avoue rapidement. Ses empreintes digitales sont celles du tueur de l'Oise ; à son domicile, on trouve des armes et un calendrier où sont cochés au jour le jour ses divers méfaits. Âgé de 23 ans, ce célibataire qui, aux dires de ses voisins, était *«très calme, et ne causait jamais à personne»*, s'offrait le luxe de retrouver, dans l'exercice de ses fonctions, les voitures qu'il avait volées. Un gendarme bien noté, en somme.

Après les flics et CRS trafiquants de voitures à Strasbourg et Epinay-sur-Seine, après le CRS assassin d'un employé des postes en novembre 1978 à Marseille, voici donc le gendarme voleur et tueur. Aux victimes de leur collègue, les gendarmes de l'Oise en ont ajouté une nouvelle, dans un accident mortel survenu pendant le transport d'Alain Lamare à la prison de Creil. Pour éviter la voiture des gendarmes qui roulait à tombeau ouvert, un car arrivant en sens inverse a freiné violemment. Derrière lui, une moto n'a pu réagir à temps : elle s'est écrasée contre une voiture. Un jeune motard de 14 ans est mort sur le coup.

Claude ANCHER

• Millau, ville morte

Pour protester contre les dernières ordonnances d'expropriation amputant la commune de Millau du quart de sa superficie au profit du camp militaire du Larzac, vendredi a été une journée ville morte dans la sous-préfecture de l'Aveyron. Mairie, écoles, lycée, commerces étaient fermés et des débrayages ont eu lieu dans les entreprises. Deux mille personnes ont bloqué la route nationale à l'entrée de la ville.

A la fin du mois le juge des expropriations viendra demander à chaque agriculteur exproprié le prix qu'il compte réclamer à l'armée ; les paysans du Larzac ont décidé un prix unique par propriété de... 103 millions de nouveaux francs. Prix symbolique : ils sont 103 expropriés. Après décision du tribunal, les terres doivent en principe devenir propriété de l'armée avant le mois d'août. Mais les paysans du Larzac sont décidés à ne pas se laisser chasser.

• Gravelines : 1 200 personnes à la manifestation «L'uranium s'enrichit le capital aussi»

Samedi, environ 1 200 personnes défilèrent pendant plus d'une heure dans les rues de Gravelines. Parmi ces manifestants, on remarquait la présence du Comité de Paluel et une participation significative de Gravelinois. Parmi les slogans, on pouvait entendre : *«L'uranium s'enrichit, le capital aussi !»*. Cette participation est un succès puisque le rassemblement vient en réponse, une semaine après l'accident de Three Mile.

A Gravelines, EDF procède déjà aux essais à chaud du premier des quatre réacteurs, auxquels devraient s'ajouter un cinquième et un sixième réacteur. Le Collectif régional antinucléaire, qui organisait le rassemblement, faisait signer une pétition demandant qu'aucun réacteur ne soit mis en route avant que ne soient tirées les conclusions de l'accident de Pennsylvanie ; ils demandaient d'autre part de renoncer aux réacteurs 5 et 6, et enfin un référendum national sur la politique énergétique et le nucléaire. Pour obtenir ce référendum, il faudrait 500 000 signatures. Denvers, le député-maire PS de Gravelines, qui donnait une conférence de presse à la fin de la manifestation, à l'hôtel de ville, n'a pas daigné se montrer. C'est donc par les haut-parleurs qu'on entendait ses réponses aux demandes du Collectif régional : *«Il faut engager un débat populaire, et peut-être même faire un référendum»*. Il ajoutait : *«Le pays doit se prononcer sur le nucléaire, faute de quoi il y aura toujours des affrontements stériles»*. D'autre part, il a demandé la levée du secret du plan Orsec et souhaité que les réacteurs de Gravelines ne fonctionnent pas avant que l'on ait eu connaissance des causes de l'accident de Pennsylvanie.

Corr. DUNKERQUE

• Les deux militants basques ne sont pas extradés. Mais ils sont maintenus en prison !

La cour d'appel d'Aix-en-Provence a rejeté vendredi la demande d'extradition formulée par les autorités espagnoles contre les deux militants basques Martin Apaolaza et Miguel Goicoechea : elle a dû reconnaître le caractère politique des délits qui leur sont reprochés, et auxquels ils nient avoir participé.

Mais ils n'ont pas été remis en liberté : Interpol ayant présenté contre eux trois nouveaux mandats d'arrêts, pour vols avec violence, attentat contre une centrale nucléaire et assassinat de policiers, la cour en a tiré argument pour les maintenir en prison, ce que les avocats de la défense ont dénoncé comme un «artifice théâtral». De toute évidence, les autorités espagnoles tentent d'assimiler les deux militants à des criminels de droit commun pour obtenir leur extradition. A l'annonce de son maintien en prison, Miguel Goicoechea, qui fait, avec son camarade, la grève de la faim depuis plus de trois semaines, a tenté de se suicider.

• Arcueil : Gros bras contre contestataire à la conférence de section du PCF

Dimanche à midi, la conférence de section se termine à l'école Chaperon Vert d'Arcueil. A l'heure du pot, un des participants, Yves Roucaute, porte-parole des «eurocommunistes de gauche» est alors violemment agressé par 4 permanents du PCF qui le jettent dehors à coups de poings et à coups de pieds ! Yves Roucaute revient un instant plus tard avec un autre membre du PCF. Nouvelle agression. Dans la salle, le maire d'Arcueil Marcel Trigon, suppléant de Georges Marchais est là. Il ne bouge pas, quand le camarade d'Yves Roucaute lui demande d'intervenir avant d'être lui-même expulsé... Au cours de la conférence de section, on avait parlé d'exclusions. *«Il faut distinguer les camarades qui s'interrogent de ceux qui s'opposent systématiquement à toute la ligne du parti»*... Marcel Trigon avait insisté sur la *«nécessaire cohésion du parti»*.